

le 24 mai 2013

À:

Président d'Haïti  
Michel Joseph Martelly  
Palais National  
Rue Magny, Port-au-Prince, Haïti  
Fax : + 1 202 745 7215 (via l'ambassade d'Haïti aux États-Unis  
courriel: [communications@presidentmartelly.ht](mailto:communications@presidentmartelly.ht)

Directeur général de la police haïtienne  
Godson Orélus  
Directeur général de la PNH  
Police Nationale d'Haïti  
Port-au-Prince, Haïti  
courriel : [godore68@hotmail.com](mailto:godore68@hotmail.com)

Copies à :

Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique  
Jean Renel Sanon  
18 avenue Charles Summer  
Port-au-Prince, Haïti  
courriel : [secretariat.mjsp@yahoo.com](mailto:secretariat.mjsp@yahoo.com)

Défenseurs des Opprimés  
courriel: [florvilusp@yahoo.fr](mailto:florvilusp@yahoo.fr) , [defenseursdesopprimes@gmail.com](mailto:defenseursdesopprimes@gmail.com)

### **Solidarité avec les défenseurs des droits humains et ceux qui luttent pour le droit au logement et contre les expulsions en Haïti**

Monsieur le Président,  
Messieurs,

Je vous écris en tant que coordinateur de l'Alliance Internationale des Habitants (AIH), réseau international d'organisations sociales (associations d'habitants, de locataires, de centres sociaux, sans abri, coopératives), engagé depuis longtemps pour la défense du droit au logement sans frontières.

Nous sommes sérieusement préoccupés et indignés par les nouvelles en provenance de la société civile locale, vérifiées par des organisations internationales indépendantes comme Amnesty International, qui dénoncent non seulement les violations persistantes des droits au logement de dizaines de milliers de personnes à risque expulsion, mais aussi les menaces graves aux défenseurs des droits humains.

Notamment, au cours des derniers jours, **Patrice Florvilus**, avocat spécialiste des droits humains et directeur exécutif de l'ONG Défenseurs des Opprimés (DOP), membre AIH, a reçu des informations sérieuses indiquant que sa vie est en danger, car il représente la famille de **Méris Civil**, qui a été arrêté le 15 avril 2013 pour avoir participé à une manifestation organisée par les résidents du camp de personnes déplacées où ils vivaient. Passé à tabac, cet homme est mort en garde à vue. Patrice Florvilus représente également **Darlin Lexima**, qui a été interpellé en même temps que Méris Civil. Celui-ci a également été battu mais il a été relâché sans inculpation.

o/o



A ce propos, nous vous rappelons que vous avez pour obligation de veiller à ce que les défenseurs des droits humains puissent mener leurs activités sans crainte de représailles, conformément à la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'Homme.

**Pour ces raisons l'AIH manifeste sa totale solidarité avec Patrice Florvilus, Darlin Lexima, leurs familles respectives et tous ceux qui luttent pour le droit au logement et contre les expulsions, vous appelant, sans aucun délai:**

- à leur fournir une protection efficace, dans le respect de leurs souhaits ;
- à diligenter une enquête indépendante sur les menaces et les actes d'intimidation visant ces personnes, ainsi que sur la mort de Méris Civil en garde à vue, et à traduire les responsables présumés en justice.

Dans l'attente de vous lire sous peu concernant les mesures entreprises, salutations.

Cesare Ottolini  
Coordinateur global AIH

